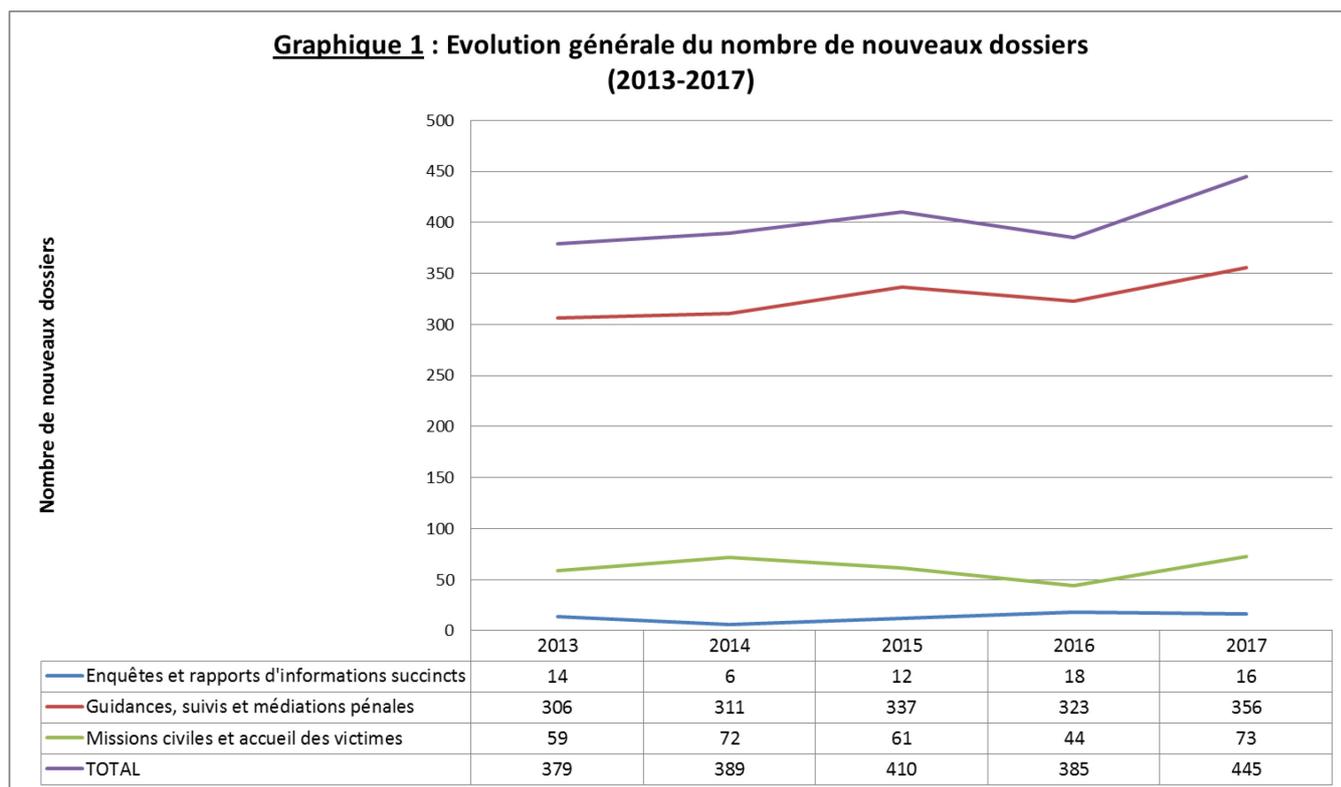


DÉPARTEMENT MAISON DE JUSTICE DU MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ GERMANOPHONE
APERÇU CHIFFRÉ

Ce document présente de manière synthétique l'évolution statistique des missions assurées par le Département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone en 2017.

1. Evolution générale du nombre de nouveaux dossiers



Comme l'illustre le graphique n° 1, le total des dossiers traités par le Département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone connaît une progression globale sur l'ensemble de la période avec, toutefois, une légère diminution en 2016.

Les missions de guidance, suivi et de médiation pénale, qui représentent le plus de nouveaux dossiers cette année, connaissent, quant à elles, une progression continue depuis 2013, à l'exception d'une très légère diminution en 2016.

Les missions civiles et l'accueil des victimes ont connu dans l'ensemble une importante variabilité depuis 2013.

2. Missions pénales

En 2017, les missions pénales constituent 80% des nouveaux dossiers. Dans cette matière, une autorité mandante (comme par exemple le tribunal d'application des peines, le juge d'instruction, le procureur du Roi, le directeur de prison, etc.) confie un mandat au Département Maison de Justice.

Au sein des missions pénales on distingue deux catégories : d'une part, les rapports d'enquêtes sociales et rapports d'informations succincts et d'autre part, la guidance, le suivi et la médiation pénale.

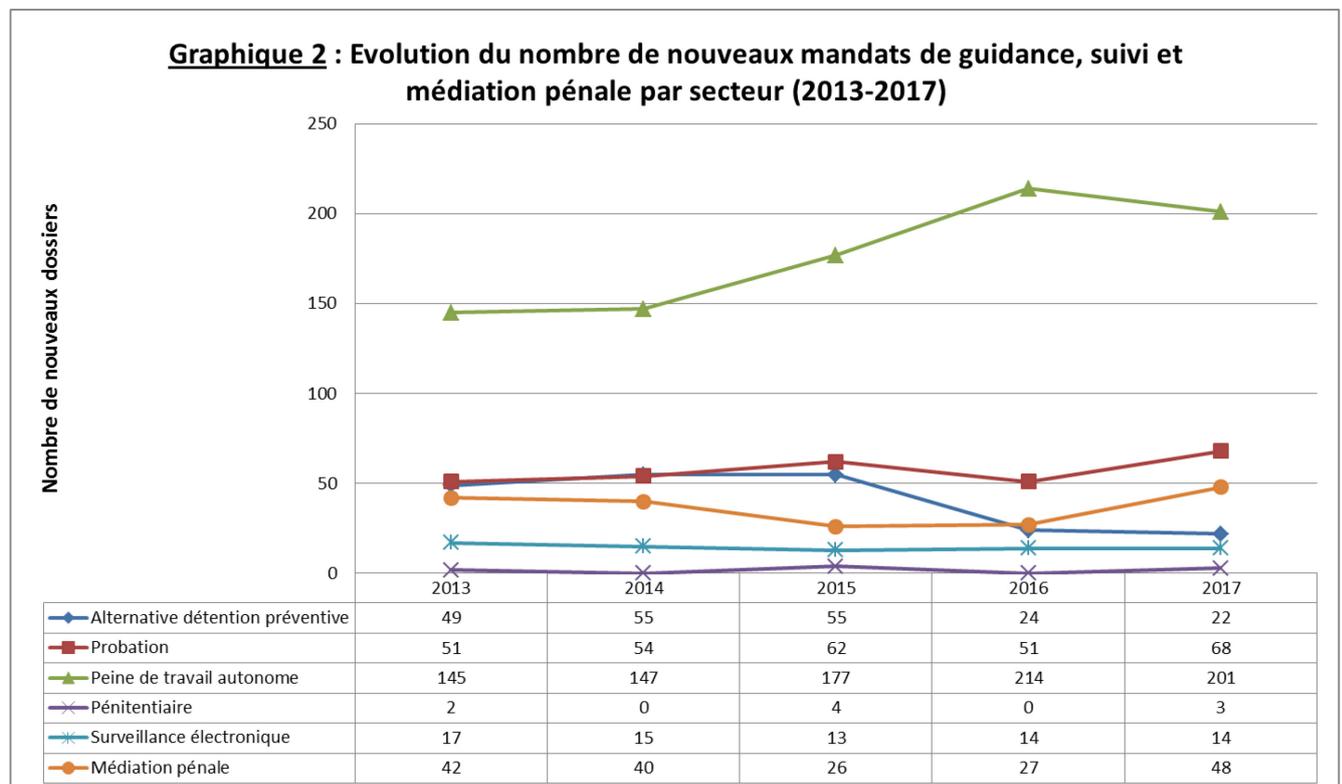
2.1 Enquêtes sociales et rapports d'informations succincts

On constate d'importantes fluctuations d'une année à l'autre concernant le nombre total de nouveaux mandats d'enquêtes sociales et de rapports d'informations succincts. Ainsi, il passe de 6 en 2014 à 12 en 2015, puis 18 en 2016. Par contre, il n'y aura que 16 nouveaux dossiers en 2017. Essayer de dégager des tendances de fond reste donc peu significatif sur base de chiffres limités.

En 2016 et 2017, les deux secteurs les plus représentés dans les enquêtes et RIS étaient le secteur pénitentiaire et la surveillance électronique. En 2015, le secteur pénitentiaire et l'alternative à la détention préventive représentaient la majorité des mandats. A cet égard, il convient de préciser que les enquêtes en surveillance électronique ont complètement disparu entre 2013 et 2015, suite aux décisions politiques prises dans cette matière, avant de réapparaître en 2016.

2.2 Guidance, suivi et médiation pénale

Évolution générale et par secteur du nombre de mandats de guidance, suivi et médiation pénale (2013-2017)



Avec 356 nouveaux dossiers cette année contre 330 en 2016, les mandats de guidance, suivi et médiation pénale ont connu une légère augmentation.

Après que le nombre de peines de travail a augmenté chaque année de 2013 à 2016, il diminuera légèrement pour la première fois en 2017.

La probation et la médiation pénale connaissent par contre une belle progression et les chiffres de la surveillance électronique se caractérisent par leur stabilité.

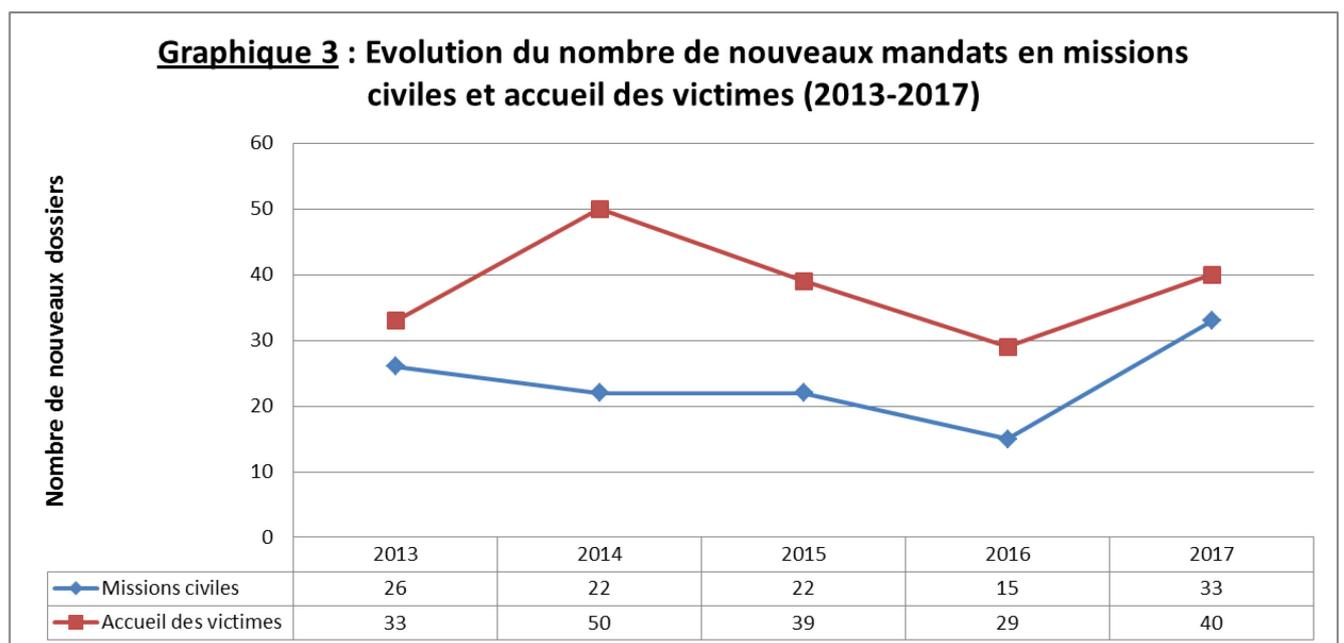
Comme l'an dernier, l'alternative à la détention préventive est, quant à elle, en diminution.

En ce qui concerne le secteur pénitentiaire, il reste sur l'ensemble de la période globalement stable.

Avec 56% des nouveaux dossiers, les peines de travail autonomes constituent la majorité des mandats de guidance et suivi du Département Maison de Justice du Ministère de la Communauté germanophone pour l'année 2017.

3. Missions civiles et accueil des victimes

Evolution générale et par secteurs du nombre de nouveaux mandats en missions civiles et accueil des victimes (2013-2017)



Depuis 2013, l'ensemble de mandats en missions civiles et accueil des victimes connaît une certaine variabilité.

Les missions civiles sont plutôt stables sur l'ensemble de la période, mais en 2017 une augmentation significative de plus du double de demandes est à relever.

L'accueil des victimes a atteint son point bas en 2016, mais le nombre de nouveaux dossiers augmente de manière importante en 2017.

4. Analyse comparative de la répartition du personnel par fonctions

Répartition du personnel par fonction	Au 31/12/2016	Au 31/12/2017
Direction	1	1
Administration	1	3
Assistant de Justice	7	8
TOTAL	9	12